



## Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.**

#### Absent(es) / Excusé(es) :

**Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI**

## Ressources - Astreinte d'exploitation - Accueil des gens du voyage - Élargissement du périmètre - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte, mais déterminent en revanche, après avis du Comité Social Territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée des interventions est considérée comme un temps de travail effectif, y compris le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention aller-retour.

Dans ce cadre, une astreinte d'accueil pour les aires d'accueil des gens du voyage a été instaurée et adoptée en Conseil de Métropole le 1<sup>er</sup> février 2021 (délibération n°M2021-55). Il est prévu via cette délibération, une astreinte pour les gestionnaires du Service Gens Du Voyage (SGDV) par rotation, le samedi pour l'ensemble des aires sur appel et/ou sur besoin prédéfini.

L'évolution des besoins, l'élargissement des missions et l'augmentation des équipements des aires d'accueil des gens du voyage, ainsi que la modification de l'astreinte professionnelle bâtiment adoptée en Conseil du 30 mars 2023, justifient l'élargissement du périmètre de l'astreinte d'accueil pour les aires d'accueil des gens du voyage sur tout le territoire de la Métropole, les week-end et jours fériés ou jours exceptionnels de fermeture en rapport avec la délibération n°M2021-55 précitée.

En application de l'article 6 du décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage, l'aire d'accueil permanente excluant les aires de grands passages, est rattachée à un dispositif de gestion et de gardiennage permettant d'assurer, grâce à une présence quotidienne non nécessairement permanente au moins cinq jours par semaine et à une astreinte technique téléphonique :

- La gestion des arrivées et des départs ;
- Le bon fonctionnement de l'aire d'accueil ;
- La perception du droit d'usage prévu aux articles 10 du décret et L. 851-1 du Code de la sécurité sociale.

### Modalités générales :

Cette astreinte sera mise en œuvre par un minimum de 4 et maximum de 8 agents Métropole, de tout cadre d'emploi susceptible d'être recruté au sein du service Gens du voyage (administratif, technique, sociale, et animation).

L'astreinte s'étend du vendredi soir au lundi matin, comprenant un briefing le vendredi à 17h (transmission des outils et équipements, informations sur les mouvements potentiels et consignes particulières) et un débriefing le lundi matin suivant à 9h00 (remise des outils et équipements, ...) :

- Le samedi, l'agent d'astreinte est joignable et mobilisable de 9h à 17h. A cet effet, il doit être en capacité d'intervenir sur le territoire de la Métropole dans un délai d'une heure ;
- Le dimanche, l'agent d'astreinte est joignable par téléphone de 9h à 17h pour tous problèmes liés à la télégestion.

L'astreinte comprend également les jours fériés ou jours exceptionnels de fermeture qui pourraient entraver la bonne gestion des équipements ou le bien vivre sur l'aire sur les mêmes principes et horaires définis ci-dessus.

Une rotation des agents mandataires de la Régie des Gens du voyage sera définie et programmée trimestriellement. Elle concernera les gestionnaires comme prévu dans leur fiche de poste, les gestionnaires adjoints si volonté ou tout autre personne qualifiée du service si demande et acceptation.

L'agent d'astreinte complète un cahier d'astreinte mis à disposition (en précisant : l'origine, heure, adresse, objet, actions réalisées au cours du temps d'astreinte, observations et difficultés rencontrées...).

#### Modalités d'exemptions :

- Temps de déplacement supérieur à une heure ;
- Femme enceinte ;
- Père ou mère d'enfant âgé de moins d'un an ;
- Exemption médicale ;
- Situation particulière, sur demande argumentée et validation hiérarchique

#### Rôle et missions de l'astreinte :

L'agent d'astreinte a pour mission d'assurer l'accueil pour les entrées et sorties le samedi et les jours fériés et/ou jours de fermeture exceptionnelle pour l'ensemble des aires d'accueil sur appel et/ou sur besoin prédéfini de 9h à 17h afin d'effectuer les encaissements et assurer la remise en route de la distribution des fluides et régler les problèmes liés au prépaiements et la télégestion. Il assure le dimanche une astreinte téléphonique de 9h à 17h pour tous problèmes liés à la télégestion.

Pour remplir ses missions, il a le pouvoir de mobiliser du personnel et des entreprises adjudicatrices d'astreinte prévues à cet effet et d'intervenir sur le terrain. Il sera muni d'un téléphone avec un numéro spécifique et un véhicule d'astreinte qui permettent un contact et un déplacement sur l'ensemble des aires pour procéder à des entrées ou sorties de caravanes, sur appel des usagers, au numéro d'astreinte affiché à l'entrée des aires ou sur rendez-vous pris à l'avance par les usagers avec le SGD.V.

La généralisation du système de gestion Web Accueil et l'uniformisation du mode de fonctionnement, sur l'ensemble des aires métropolitaines rend possible la prise en charge des entrées et sorties sur toutes les aires.

Cela ne concerne pas les problèmes techniques, intrusions, incidents, hors des heures d'astreinte d'exploitation d'accueil des gens du voyage.

Les règles relatives à la compensation et l'indemnisation des périodes d'astreinte et éventuelles interventions sont déterminées en application du décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale et en référence aux arrêtés du 14 avril 2015, fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement et du 3 novembre 2015, fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur. La délibération n°M2022-508 adoptée en Conseil de Métropole du 6 décembre 2022 « Ressources - Astreinte d'exploitation - Modalités de mise en œuvre - Approbation » reprend en son sein les modalités d'indemnisation et de récupération afférentes, qui pour rappel ne pourront être effectives qu'en dehors des heures d'ouverture des services ou en dehors du cycle de travail hebdomadaire des agents.

Le Comité social territorial a été saisi pour avis.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modalités de mise en œuvre de l'astreinte d'exploitation telles que définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230601-232599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.